

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/LDC/M/32

17 mars 2003

(03-1531)

**Sous-Comité des pays les moins avancés  
Trente-deuxième session**

## NOTE SUR LA RÉUNION DU 24 JANVIER 2003

*Président: M. l'Ambassadeur Johan Molander (Suède)*

### A. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1. Le Sous-Comité a adopté l'ordre du jour proposé figurant dans l'aérogamme WTO/AIR/2006.

### B. PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'OMC EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

2. Le Président a rappelé que le Programme de travail de l'OMC, en faveur des PMA figurant dans le document WT/COMTD/LDC/11, avait été adopté par le Sous-Comité le 12 février 2002. Il a noté qu'en 2002 des progrès avaient été accomplis dans la mise en œuvre de tous les éléments du Programme de travail. Conformément au mandat figurant au paragraphe 43 de la Déclaration ministérielle de Doha, le rapport de situation intérimaire sur "toutes les questions affectant les PMA", reproduit dans le document WT/GC/W/485/Rev.1, avait été présenté par le Directeur général au Conseil général en décembre 2002.<sup>1</sup> Ce rapport intérimaire serait suivi d'un rapport complet qui serait présenté à la Réunion ministérielle à Cancún. Le Président a prié instamment les Membres de faire fond sur les travaux existants afin de pouvoir faire état de nouveaux progrès dans la mise en œuvre du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA. Comme c'était l'usage dans le passé, les Membres avaient placé au premier rang et ciblé quelques éléments du Programme de travail à chaque session du Sous-Comité. La présente session était centrée sur i) l'accession des PMA; ii) les initiatives en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce en faveur des PMA; et iii) l'intégration dans les travaux de l'OMC, selon qu'il conviendra, des éléments du programme d'action PMA-III liés au commerce pertinents pour le mandat de l'OMC.

#### *i) Accession des pays les moins avancés*

3. Le Président a noté que pour faciliter et accélérer les négociations avec les PMA accédants, le Sous-Comité, respectant le mandat figurant au paragraphe 42 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 18 iii) du programme de travail en faveur des PMA, avait transmis un projet de décision au Conseil général (WT/COMTD/LDC/12). Il a rapporté que le projet de décision avait été approuvé par le Conseil général le 10 décembre 2002. Les lignes directrices concernant l'accession des PMA telles qu'elles avaient été approuvées avaient été distribuées sous la cote WT/L/508. Neuf PMA étaient engagés dans le processus d'accession – et l'Éthiopie, en sa qualité d'observateur, avait récemment annoncé son intention d'entamer les procédures en vue de son accession dans le cadre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC. En se félicitant de l'approbation des lignes directrices concernant l'accession des PMA, les Membres avaient également souligné la nécessité de l'examen régulier et des suites à donner. La mise en œuvre de ces principes était essentielle. Le paragraphe 2 des lignes directrices demandait au Sous-Comité de procéder à un examen régulier. Le Président

---

<sup>1</sup> WT/GC/M/77.

envisageait d'entreprendre un échange de vues sur la meilleure manière d'examiner régulièrement la mise en œuvre de ces lignes directrices au Sous-Comité.

4. Il a dit que l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral fondé sur des règles serait renforcée par leur entrée dans la communauté des Membres de l'OMC. Les groupes de travail chargés de l'accession de certains PMA avaient bien progressé, comme c'était le cas du Cambodge et du Népal. Il était important de faire fond sur les progrès effectués et de mener à bonne fin certains processus d'accession avant la prochaine Réunion ministérielle. Comme l'indiquaient les lignes directrices, plusieurs mesures pouvaient être prises pour faciliter l'accession des PMA. Le Sous-Comité pourrait être une enceinte pour les pays accédants et leurs partenaires de développement pour partager leurs expériences et annoncer toutes mesures nouvelles et additionnelles prises. On pourrait accélérer l'assistance technique ciblée et coordonnée en faveur des PMA et en faire rapport. Le Président a rappelé qu'en juillet 2002 un Séminaire sur les accessions avait été tenu immédiatement à la suite de la réunion du Sous-Comité des pays les moins avancés. Les personnes présidant certains groupes de travail avaient assisté au Séminaire. Le Président a proposé qu'il y ait un forum pour poursuivre le débat sur l'aspect pratique de la mise en œuvre des lignes directrices. Les personnes présidant les groupes de travail de l'accession de quelques PMA pourraient être invitées aux prochaines ou futures réunions du Sous-Comité pour faire rapport de leurs expériences. Ayant fait part de certaines vues préliminaires, le Président a demandé aux Membres d'apporter des éléments d'orientation sur ce sujet.

5. L'Ambassadeur du Bangladesh, intervenant au nom des PMA, a exprimé sa reconnaissance envers le Président pour sa contribution dans l'élaboration des lignes directrices concernant l'accession qui avaient été approuvées en décembre 2002. La communauté des Membres devait adhérer à ces lignes directrices en les mettant pleinement et fidèlement en œuvre dans les négociations avec les PMA accédants. L'intervenant a appelé l'attention sur le paragraphe 42 de la Déclaration de Doha selon lequel les ministres étaient convenus de faciliter et d'accélérer les négociations avec les PMA accédants. Les ministres avaient également déclaré que l'accession des PMA était une priorité pour la communauté des Membres. L'accession à l'OMC n'était pas une fin en soi mais était un élément fondamental dans la poursuite des objectifs des politiques de développement nationales des PMA accédants. Les Membres de l'OMC devaient tenir compte des besoins de développement des PMA dans la recherche de concessions et d'engagements dans les négociations en vue de leur accession.

6. L'intervenant a indiqué que le document WT/ACC/11/Rev.2 renseignait sur l'état d'avancement du processus d'accession de chaque pays qui avait demandé à être intégré dans la communauté des Membres de l'OMC. Neuf PMA étaient engagés dans le processus d'accession, et l'Éthiopie allait maintenant s'ajouter sur la liste. Certains PMA comme le Népal et le Cambodge étaient à des stades avancés dans le processus d'accession. Toutefois, en regardant les tableaux, on voyait bien que les PMA avaient besoin d'assistance technique. L'intervenant espérait que des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités ciblés seraient offerts aux PMA accédants afin qu'ils soient en mesure de se conformer à leurs droits et obligations au titre de l'OMC, et s'intégrer dans le système commercial multilatéral. Pas un seul PMA n'avait eu la capacité d'accéder à l'OMC depuis 1995, et seul un petit nombre de PMA avaient atteint un stade avancé dans les négociations en vue de leur d'accession. Cela montrait bien qu'il fallait que toute la communauté des Membres s'engage fermement au niveau politique à faciliter l'intégration des PMA accédants dans le système commercial multilatéral. L'intervenant espérait que le Sous-Comité continuerait de suivre de près et d'examiner la mise en œuvre des lignes directrices. Il s'est félicité de la proposition d'inviter les présidences des groupes de travail au Sous-Comité pour informer les Membres des progrès effectués dans les processus d'accession.

7. Le représentant des Communautés européennes a fait part de leur engagement dans la Décision approuvée par le Conseil général en décembre 2002. Sa délégation appuyait la proposition d'inviter les présidences des groupes de travail de l'accession des PMA au Sous-Comité car cela

améliorerait l'échange d'information entre ces organes. Il y avait quelques candidats prometteurs comme le Cambodge et le Népal, ainsi que d'autres PMA, qui avaient progressé dans les négociations en vue de leur accession. Il fallait accélérer le processus d'accession et intensifier le travail avec les PMA accédants.

8. La représentante des États-Unis attendait impatiemment d'entreprendre le travail de mise en œuvre des lignes directrices. Sa délégation estimait important de veiller à ce que les processus d'accession soient conduits efficacement et rapidement. Les progrès seraient réalisés en tenant dûment compte des questions importantes qui étaient en jeu. Il fallait assurer la contribution que la communauté des Membres de l'OMC pourrait avoir en intégrant les PMA dans l'économie mondiale et en facilitant les réformes des politiques intérieures de ces pays. Il serait utile d'examiner régulièrement les lignes directrices au Sous-Comité. La délégation américaine serait en faveur de l'inscription de cette question en tant que point permanent de l'ordre du jour. Elle appuyait également la proposition d'inviter les présidences des groupes de travail sur les accessions au Sous-Comité pour qu'elles fournissent des renseignements. Ce serait un dialogue qui permettrait des débats mieux informés. L'examen par le Sous-Comité pourrait aider à identifier les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des lignes directrices. On aurait également la possibilité de recenser les besoins en matière d'assistance technique. Les États-Unis fournissaient une assistance substantielle aux pays accédants.

9. L'Ambassadeur du Cambodge a exprimé sa gratitude envers le Président pour le rôle qu'il avait joué dans l'approbation des lignes directrices au Conseil général. Il incombait maintenant aux Membres d'utiliser les lignes directrices et d'envisager sérieusement d'accélérer le processus d'accession des PMA. C'était essentiel pour la réputation de l'OMC et dans l'intérêt des PMA eux-mêmes. Cela serait également la preuve de la mise en œuvre effective du mandat conféré par les ministres à Doha. Le Cambodge était en train de parachever les réponses et les clarifications à présenter à ce qu'il espérait être la dernière réunion du Groupe de travail sur son accession qui serait peut-être programmée pour la fin mars ou le début avril 2003. L'intervenant a dit qu'ils étaient sur la bonne voie pour Cancún et qu'il comptait sur tous les Membres pour soutenir effectivement les efforts du Cambodge.

10. Le représentant du Japon a remercié le Président pour les efforts qu'il avait déployés dans l'adoption des lignes directrices. Les PMA travaillaient dur pour mener à bien les négociations en vue de leur accession. On espérait que certains achèveraient ce travail avant Cancún. Le Japon attachait de l'importance à l'accession des PMA et appuierait l'invitation des présidences des groupes de travail au Sous-Comité pour échanger des vues sur les progrès réalisés. L'intervenant était également favorable à l'inscription de l'accession des PMA en tant que point permanent de l'ordre du jour du Sous-Comité. Enfin, il a mentionné qu'une équipe de négociation japonaise était au Cambodge pour négocier l'ensemble des conditions de son accession. Cette démarche était conforme aux lignes directrices concernant l'accession des PMA qui demandaient aux Membres de l'OMC de tenir les négociations bilatérales dans les PMA accédants, s'ils le leur demandaient. L'intervenant a invité instamment les Membres à faire fond sur les meilleures pratiques et à partager leurs expériences au Sous-Comité.

11. L'Ambassadeur d'Haïti a félicité le Président pour les efforts qu'il avait déployés dans l'adoption des lignes directrices. Il a dit que l'assistance technique était un élément déterminant pour les PMA accédants comme l'indiquaient les lignes directrices. Il fallait que le Sous-Comité suive de près cette assistance s'il voulait assurer la réussite de l'intégration des PMA accédants à l'OMC. À ce jour, aucun PMA n'y avait encore accédé. Il était donc nécessaire d'obtenir des résultats concrets dans ce domaine. L'intervenant espérait qu'avant Cancún, plusieurs PMA auraient accédé à l'OMC.

12. Le représentant du Népal a associé sa délégation à la déclaration faite par le Bangladesh au nom des PMA et a remercié la Présidence pour les efforts qu'elle avait déployés dans l'adoption des

lignes directrices. Il attendait avec impatience que les lignes directrices soient pleinement mises en œuvre. Le Népal s'apprêtait actuellement à faire avancer le processus de son accession et une réunion du Groupe de travail était prévue dans un proche avenir. Le Népal exprimait sa reconnaissance envers ses partenaires de développement pour une série de bonnes réunions bilatérales. L'intervenant espérait que le Népal mènerait à bonne fin son processus d'accession à l'OMC avant la réunion des ministres à Cancún.

13. Le représentant de la Mauritanie a exprimé l'appui de sa délégation à la déclaration faite par le Bangladesh au nom des PMA. Il a remercié le Président et toutes les délégations concernées pour les efforts qu'ils avaient déployés dans l'adoption des lignes directrices et il espérait qu'il en résulterait des progrès concrets dans l'accession des PMA à l'OMC. Sa délégation appuyait la proposition d'inviter les présidences des groupes de travail à informer le Sous-Comité sur l'évolution des processus.

14. Le représentant du Sénégal a associé sa délégation à la déclaration faite par le Bangladesh au nom des PMA. Les lignes directrices étaient les bienvenues et on espérait que cela conduirait à l'accession de certains PMA avant la Réunion ministérielle de Cancún. L'assistance technique était nécessaire pour aider les PMA à appliquer les règles de l'OMC. La délégation sénégalaise appuyait la proposition d'inviter les présidences des groupes de travail au Sous-Comité.

15. Le Président a remercié les Membres du Sous-Comité pour leurs interventions et pour résumer il a dit que: a) la question de l'accession des PMA resterait inscrite en tant que point permanent de l'ordre du jour du Sous-Comité; b) les présidences des groupes de travail sur l'accession des PMA seraient invitées au Sous-Comité pour un échange de vues; et c) la mise en œuvre des lignes directrices mettait l'accent sur l'importance d'une assistance technique ciblée. À cet égard, il existait une base de données sur le renforcement des capacités liées au commerce qui était gérée par l'OMC et l'OCDE au nom des donateurs bilatéraux et des organisations participantes. L'assistance pour l'accession à l'OMC était un élément majeur de la base de données et le Président a demandé au Secrétariat de présenter un rapport sur l'assistance en vue des accessions élaboré à partir de la base de données.

ii) *Initiatives en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités liés au commerce en faveur des PMA*

16. Le Président a indiqué que la Déclaration ministérielle de Doha avait dûment mis l'accent sur la coopération technique et le caractère prioritaire de la fourniture d'assistance technique aux PMA. Il avait été tenu compte de la priorité des PMA dans la fourniture d'assistance technique dans le cadre des plans annuels d'assistance technique du Secrétariat de l'OMC et au moyen du Cadre intégré. Conformément au mandat figurant aux paragraphes 41 et 43 de la Déclaration ministérielle de Doha, les rapports de situation intérimaires reproduits dans les documents WT/GC/W/484 et 485/Rev.1 avaient été présentés par le Directeur général au Conseil général en décembre 2002. Les rapports complets seraient présentés à la Réunion des ministres à Cancún et ces rapports énuméreraient les nouveaux progrès effectués dans le contexte du Cadre intégré. Le programme de travail en faveur des PMA reconnaissait que dans la surveillance du Cadre intégré, le Sous-Comité serait guidé par le travail réalisé dans les autres organes, c'est-à-dire le Comité directeur du Cadre intégré et le Groupe de travail du Cadre intégré. Le Groupe de travail et le Comité directeur du Cadre intégré s'étaient réunis à l'OMC les 16 et 17 janvier 2003, respectivement. Le Président a invité l'Ambassadeur Iversen (Danemark), Président du Comité directeur du Cadre intégré, à informer les Membres sur la réunion du Comité directeur du Cadre intégré.

17. L'Ambassadeur Iversen (Danemark) a dit que la sixième réunion du Comité directeur avait été tenue le 17 janvier 2003. Le Cadre intégré fonctionnait plutôt bien. Vingt-neuf PMA étaient soit déjà engagés, soit souhaitaient s'engager dans le processus du Cadre intégré. Le premier ensemble d'Études diagnostiques sur l'intégration du commerce avait été élaboré et quelques Tables rondes

avaient été tenues. On avait également identifié les principaux donateurs, lesquels étaient prêts à assister les PMA dans le processus en cours. Les efforts déployés commençaient à porter leurs fruits. Il n'existait, cependant, aucun point de repère ni objectif final car le Cadre intégré était un processus visant à aider les PMA à intégrer le commerce dans leurs objectifs de développement. Il était important de soutenir ce processus et d'assurer l'implication des PMA eux-mêmes.

18. L'intervenant a dit qu'en notant les progrès réalisés à ce jour, on avait également pris conscience des domaines à améliorer. Certaines des Études diagnostiques sur l'intégration du commerce n'avaient pas été conçues spécialement pour la période suivant la Table ronde. Il fallait soutenir le processus pour faire en sorte que l'intérêt du commerce soit largement diffusé parmi les plus hautes autorités décisionnelles des PMA. Certains mécanismes étaient nécessaires pour éveiller cette prise de conscience. La Banque mondiale avait également sous-estimé la nécessité de certains projets complémentaires. Un débat avait eu lieu au Comité directeur et au Groupe de travail du Cadre intégré sur les moyens de financer l'éveil de la prise de conscience et les projets complémentaires. Une certaine attention s'était portée sur la question de l'expansion du guichet II du Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré à cette fin. Le Fonds d'affectation spéciale avait bénéficié d'un fort appui et de larges contributions de la part des donateurs. Le Cadre intégré en était maintenant à l'étape suivante et avec l'intégration du commerce on s'attendait à ce que le financement s'effectue par la voie normale des Tables rondes du PNUD et des réunions du Groupe consultatif de la Banque mondiale. L'intervenant a fait rapport de la décision prise par le Comité directeur du Cadre intégré de faire une évaluation à mi-parcours du programme pilote du Cadre intégré avant la Réunion des ministres à Cancún. Des discussions avaient eu lieu entre les organisations participantes, les donateurs et les PMA sur les modalités de cette évaluation. Le Groupe de travail du Cadre intégré avait fait un rapport sur les Modalités convenues que le Comité Directeur était en train d'examiner.

19. L'Ambassadeur du Bangladesh s'exprimant au nom des PMA a remercié l'Ambassadeur Iversen pour l'information sur la situation actuelle du Cadre intégré. À Doha, les ministres avaient entériné le Cadre intégré en tant que modèle viable pour le développement du commerce des PMA. Le Cadre intégré était considéré comme un moyen efficace pour aider les PMA à s'intégrer dans le système commercial multilatéral. C'est pourquoi il fallait que le Cadre intégré soit un mécanisme permettant également de traiter effectivement les contraintes des PMA en ce qui concerne l'offre et de construire leur capacité institutionnelle. Au paragraphe 43 de la Déclaration de Doha, les ministres avaient invité instamment les organisations participantes à étudier la possibilité d'améliorer le Cadre intégré en vue de traiter les contraintes des PMA en ce qui concerne l'offre. L'intervenant a dit que le centre de gravité actuel du Cadre intégré semblait se limiter à l'élaboration des Études diagnostiques sur l'intégration du commerce. Ces Études diagnostiques aidaient à identifier les contraintes. Toutefois, ce qui était également indispensable était d'exécuter les programmes particuliers pour faire surmonter les contraintes identifiées. La suite à donner aux Études diagnostiques dépendait maintenant de l'apport de ressources additionnelles. L'extension du programme pilote du Cadre intégré sans disposer de ressources suffisantes ne donnerait pas les résultats recherchés pour les PMA. Si le Cadre intégré restait un programme se limitant à des Études diagnostiques, sans aboutir à des résultats concrets, il raterait son objectif. Il n'y aurait pas de réponse en ce qui concerne l'offre, réponse qui était un élément fondamental du Cadre intégré. La création de la structure institutionnelle pour promouvoir le commerce était vitale. Les PMA ne pouvaient tirer des avantages du commerce qu'à condition d'avoir des produits à commercialiser. Il fallait des programmes ciblés pour développer le commerce.

20. L'intervenant a indiqué qu'on avait essayé de lier le programme du Cadre intégré avec les CSLP. À la dernière réunion du Comité directeur du Cadre intégré, le représentant de la Banque mondiale, toutefois, avait reconnu que le Cadre intégré et le CSLP étaient deux processus différents. Le CSLP était un processus conduit par le pays, alors que tel pouvait ne pas être le cas du Cadre intégré. Il était difficile d'établir un lien conceptuel entre les deux. Il fallait explorer de nouveau la possibilité d'établir ce lien. Il fallait examiner l'efficacité du programme du Cadre intégré dans le but

de l'améliorer. L'intervenant a dit que l'évaluation du Cadre intégré était vitale. Les délégations des PMA souhaitaient s'engager de manière constructive dans le processus d'évaluation. Les PMA avaient besoin de plus de temps pour répondre aux documents élaborés pour l'évaluation. L'intervenant a dit que les PMA connaissaient les délais qui avaient été fixés et qu'ils feraient tout leur possible pour les respecter.

21. L'Ambassadeur de la Zambie a associé sa délégation à la déclaration faite par le Bangladesh au nom des PMA. Il a remercié le Président du Comité directeur du Cadre intégré pour son rapport. Le Cadre intégré avait été identifié par les Ministres à Doha comme étant un modèle viable pour la fourniture d'assistance technique aux PMA. Alors que l'intérêt pour le Cadre intégré s'intensifiait, il y avait un certain nombre de questions sur lesquelles il fallait se pencher de plus près. Il fallait adhérer aux objectifs du Cadre intégré. Dans le Cadre intégré amélioré, les objectifs comprenaient: i) l'utilisation du Cadre intégré en tant que mécanisme pour intégrer le commerce dans les plans de développement; et ii) l'utilisation du Cadre intégré en tant que mécanisme pour fournir l'assistance technique liée au commerce. Les ressources pour les activités complémentaires et les programmes identifiés par les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce n'avaient pas été appropriés. Des discussions avaient commencé sur l'utilisation du guichet II du Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré à cette fin. L'intervenant espérait que la question du financement serait réglée et que les PMA qui avaient identifié certains programmes obtiendraient les ressources nécessaires pour les mettre en œuvre. Sur la question de l'assistance technique et du renforcement des capacités au sens large, le mandat de Doha reconnaissait l'importance du renforcement des capacités des PMA du côté de l'offre. Cette question restait encore à traiter car le Cadre intégré ne l'avait pas réellement fait. L'intervenant a dit qu'aux paragraphes 41 et 43, la Déclaration ministérielle de Doha demandait de présenter un rapport sur l'avancement dans la mise en œuvre de l'assistance technique y compris au moyen du Cadre intégré. Il fallait que ce rapport inclue également l'assistance pour traiter les contraintes du côté de l'offre. L'évaluation du Cadre intégré fournirait certaines informations pour l'élaboration du rapport. L'intervenant a dit que les PMA étaient en train d'examiner les modalités de l'évaluation du Cadre intégré et présenteraient prochainement leurs observations.

22. L'Ambassadeur d'Haïti a exprimé l'appui de sa délégation à la déclaration faite par le Bangladesh au nom des PMA et a remercié le Président du Comité directeur du Cadre intégré pour son rapport. L'évaluation du Cadre intégré était importante. Elle permettrait d'évaluer le travail qui restait à faire pour poursuivre l'intégration des PMA. Elle permettrait également d'apporter encore des améliorations à la lumière de l'expérience. Les modalités de l'évaluation, toutefois, devaient être envoyées aux capitales et devaient être disponibles dans les langues de travail de l'OMC. Cela permettrait aux organisations participantes, aux PMA et aux donateurs de réagir. L'intervenant a dit que pour que les PMA en assument la conduite, il fallait que les modalités de l'évaluation tiennent compte de leurs réactions. S'agissant des contraintes des PMA du côté de l'offre et de l'aide à la diversification de leurs exportations, on ne voyait pas clairement quels mécanismes étaient en place pour traiter ces problèmes. L'OMC n'était pas en mesure de s'attaquer à ces questions, et de ce fait, les autres organisations devaient combler cette lacune. Ce serait une erreur de penser que le Cadre intégré pensait régler tous ces problèmes.

23. Le représentant de la Mauritanie a remercié le Président du Comité directeur du Cadre intégré pour sa déclaration et a associé sa délégation aux déclarations faites par le Bangladesh et la Zambie au nom des PMA. Comme cela avait été dit, certains progrès avaient été effectués dans la mise en œuvre du Cadre intégré. La Mauritanie avait connu un nouveau dynamisme en tant que pays pilote dans le Cadre intégré. Toutefois, certains sujets comme l'intégration du commerce dans la politique de développement et la coordination interministérielle au niveau des pays devaient être examinées de manière plus approfondie. La question du soutien pour la diversification des exportations était également importante. Le niveau des ressources dont disposait le Cadre intégré ainsi que le lien entre les CSLP et le Cadre intégré devaient également être analysés. Ces indicateurs seraient utiles pour

évaluer les résultats du processus du Cadre intégré. La Mauritanie a dit quelle appuyait, en connaissance de cause, le Cadre intégré qui donnait maintenant de modestes résultats.

24. Le représentant de l'Ouganda a appuyé la déclaration faite par le Bangladesh au nom des PMA. Il était essentiel de remédier aux difficultés des PMA du côté de l'offre. Les pays développés avaient pris plusieurs initiatives pour ouvrir leurs marchés aux exportations des PMA. Mais la part des PMA dans le commerce mondial n'avait pas augmenté à cause des contraintes du côté de l'offre. Le Cadre intégré avec ses organisations participantes, la Banque mondiale, le FMI, le PNUD, la CNUCED, le CCI et l'OMC, était bien placé pour traiter ces contraintes. Avec l'appui des autres partenaires de développement, le Cadre intégré pouvait offrir plus que les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce et l'intégration du commerce dans la politique de développement.

25. Le représentant du Sénégal a dit que le Cadre intégré était très important pour les PMA. Son pays faisait partie du programme pilote. Les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce étaient maintenant achevées au Sénégal. L'intervenant a remercié le Secrétariat pour son travail dans cette activité. Le programme pilote suivait son cours. Il était maintenant vital d'assurer la disponibilité des ressources appropriées. Les activités identifiées pour la suite à donner aux Études diagnostiques devaient être soutenues financièrement. Le renforcement du secteur commercial dans les PMA était déterminant.

26. Le représentant du Fonds monétaire international a indiqué que le FMI participait activement au processus du Cadre intégré. L'objectif fondamental du Cadre intégré et ses études sur l'intégration du commerce visaient à traiter les contraintes des PMA en ce qui concerne l'offre. On avait essayé de lier le Cadre intégré aux CSLP. Ces liens étaient difficiles à créer. Mais l'intervenant estimait que l'objectif fondamental du Cadre intégré était l'intégration du commerce dans les plans de développement et de réduction de la pauvreté des PMA. Les CSLP incorporent ces plans. Bien que le processus se soit avéré difficile et complexe, les pays eux-mêmes étaient en train d'élaborer leurs CSLP en se fondant sur un processus de large participation. Pour le FMI, le Cadre intégré était un instrument déterminant si on l'utilisait pour l'intégration du commerce dans les plans de développement. Si le Cadre intégré et en particulier les études sur l'intégration du commerce restaient en dehors du contexte des CSLP, on ne pouvait pas s'attendre à les mettre en œuvre de manière significative. Le Cadre intégré se trouvait à un point décisif et l'intervenant a exhorté les Membres à poursuivre les objectifs de l'initiative.

27. L'Ambassadeur du Bangladesh a dit que le Cadre intégré avait été lancé en 1997 et amélioré en 2001. En attendant l'évaluation du Cadre intégré, le paragraphe 43 de la Déclaration ministérielle de Doha guidait et fixait les objectifs du travail sur le Cadre intégré.

28. La représentante des États-Unis a reconnu que le Cadre intégré était un processus qui avait une longue histoire. On s'était battu pour améliorer l'efficacité du Cadre intégré. La délégation américaine constatait avec satisfaction les progrès effectués récemment. Elle espérait que les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce seraient terminées pour les onze PMA additionnels au premier trimestre de 2003. Elle s'était engagée activement dans l'examen de la question de leur donner suite de manière effective et rapide. Aucune solution n'avait encore été trouvée en se fondant sur l'approche du guichet II du Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré. Les États-Unis attachaient de l'importance à l'évaluation du Cadre intégré. Elle offrait une possibilité de tirer des leçons et de faire fond sur l'expérience passée. Il fallait également améliorer la coopération entre la communauté des donateurs et les PMA bénéficiaires. On attendait des PMA eux-mêmes qu'ils gèrent le processus. Il y avait également une certaine possibilité d'étendre le rôle des principaux donateurs. La délégation américaine avait récemment assumé le rôle de principal donateur au Mozambique et travaillait activement avec ses missions d'assistance dans d'autres PMA.

29. Le représentant du Secrétariat en sa qualité de Président du Groupe de travail du Cadre intégré a dit que la mise en œuvre du Cadre intégré était encourageante. Des progrès satisfaisants avaient été accomplis dans de nombreux PMA. Une dynamique de progrès et de réalisme positifs avait été injectée dans le processus. Mais il était également possible de l'améliorer en ce qui concernait la mise en place d'un processus de suivi prévisible et systématique dans la phase suivant les Études diagnostiques sur l'intégration du commerce. Les résultats obtenus dans la phase suivant les Études au Cambodge, et dans une certaine mesure, en Mauritanie, étaient encourageants. Il y avait de nombreux éléments à mettre en place dans la phase suivant les Études. Les discussions au Groupe de travail du Cadre intégré indiquaient les domaines pour la poursuite éventuelle du travail, à savoir:

- a) Révision des modalités du guichet II et augmentation significative des ressources dans ce guichet du Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré. Les donateurs étaient en train de soumettre des idées à débattre sur cet élément. Les propositions étaient centrées sur le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités dans la phase suivant les Études.
- b) Le financement principal des activités dans la phase suivant les Études ne proviendrait pas du Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré mais du processus d'intégration du commerce dans les plans de développement et les CSLP. L'infrastructure matérielle et les contraintes du côté de l'offre ne pouvaient être examinées que dans ce contexte.
- c) Le rôle du facilitateur principal devait être mieux défini. L'intervenant a dit que pour traiter cette question, les donateurs devaient prochainement diffuser un document.
- d) Il fallait établir un calendrier pour synchroniser correctement les conclusions des Études diagnostiques sur l'intégration du commerce et le Cadre intégré avec le cycle CSLP ou les Tables rondes du PNUD. Il s'agissait d'un partage de responsabilité entre les organisations participantes et le PMA bénéficiaire qui avait bien fonctionné au Cambodge.
- e) Les organisations avaient également la capacité de mieux recentrer leurs programmes sur le Cadre intégré. Par exemple, la Banque mondiale avait créé un nouveau Département du commerce et élevé le profil du Cadre intégré dans ses opérations. Le travail était en cours dans de nombreuses organisations mais certaines organisations disposaient de budgets limités.
- f) La question de l'évaluation du Cadre intégré avait pour la première fois été débattue au Groupe de travail du Cadre intégré en octobre 2002. Il y avait un certain échange de vues sur les modalités de l'évaluation du Cadre intégré avec la Zambie et le Népal qui étaient actuellement les représentants des PMA au Groupe de travail du Cadre intégré. La question de l'évaluation du Cadre intégré avait été de nouveau débattue à la dernière réunion du Groupe de travail du Cadre intégré. Les PMA avaient demandé plus de temps pour examiner les modalités de l'évaluation. L'intervenant a dit que la présidence du Comité directeur du Cadre intégré distribuerait prochainement une note convoquant de nouveau une réunion du Comité directeur pour réexaminer les modalités de l'évaluation du Cadre intégré. Des efforts étaient actuellement déployés pour faire traduire le document dans les langues de travail de l'OMC.

30. L'intervenant s'est félicité de la participation accrue des PMA dans le travail du Groupe de travail et du Comité directeur du Cadre intégré. Les PMA étaient en train de présenter des communications écrites et de faire des interventions au Groupe de travail. Au dernier Comité



directeur, 19 PMA étaient intervenus et avaient exprimé leur satisfaction au regard de l'évolution du Cadre intégré. L'intervenant a indiqué que la prochaine réunion des Chefs des organisations du Cadre intégré était programmée pour le 10 juillet 2003. Le FMI avait proposé d'accueillir la réunion. Le Directeur général concerterait le Groupe consultatif des PMA pour établir l'ordre du jour. Les représentants des donateurs et des PMA seraient invités à participer au niveau ministériel avec les Chefs des organisations.

31. L'Ambassadeur d'Haïti a dit qu'il était important que les PMA soient impliqués dans l'évaluation du Cadre intégré. Les modalités n'examinaient pas de manière appropriée les PMA. L'intervenant a demandé que les documents soient transmis dans les langues de l'OMC. Les PMA pourraient alors renvoyer le document à leurs capitales et faire une communication avant que les modalités ne soient adoptées.

32. L'Ambassadeur du Danemark en sa qualité de Président du Comité directeur du Cadre intégré a dit qu'il fallait être prudent dans ce qu'on attendait du Cadre intégré. Les contraintes des PMA en ce qui concerne l'offre étaient nombreuses. Il ne serait pas possible de garantir que le processus du Cadre intégré traiterait toutes ces contraintes. Toutefois, des efforts étaient actuellement déployés. Il était également nécessaire d'impliquer le secteur privé et les autres parties prenantes locales et d'intégrer le commerce dans les CSLP. Tel que l'intervenant le concevait, le Cadre intégré était un processus conduit par les pays, dans lequel les principaux donateurs n'assumeraient qu'un rôle de facilitation. La question de l'évaluation du Cadre intégré avait jusqu'ici été principalement examinée au Groupe de travail du Cadre intégré. Les représentants des PMA au Groupe de travail avaient participé à l'établissement du projet de modalités. L'intervenant a reconnu qu'il y avait eu certaines contraintes concernant la publication du document dans les langues de travail et il a prié instamment les délégations de faire preuve de compréhension.

33. Le Président a proposé que le Sous-Comité prenne note des déclarations.

34. Il en **a été ainsi convenu**.

iii) *Intégration dans les travaux de l'OMC, selon qu'il conviendra, des éléments du programme d'action PMA-III liés au commerce pertinents pour le mandat de l'OMC*

35. Le Président a rappelé que ce point de l'ordre du jour avait été soulevé par la Zambie pour la dernière fois à la vingt-neuvième Réunion du Sous-Comité tenue en juillet 2002. À cette réunion, la Zambie, au nom des PMA, s'était engagée à soumettre un papier pour orienter le débat sur cette question. La communication de la Zambie, datée du 20 décembre 2002, était reproduite dans le document WT/COMTD/LDC/W/29.

36. L'Ambassadeur du Bangladesh a dit que le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA, adopté par le Sous-Comité en février 2002, convenait d'intégrer dans les travaux de l'OMC les éléments du programme d'action PMA-III liés au commerce. En conséquence, la Zambie en sa qualité de précédent coordinateur des PMA avait présenté une communication au nom du Groupe des PMA. L'objectif premier était d'établir les modalités pour transposer les éléments liés au commerce découlant de la Conférence de Bruxelles dans les travaux de l'OMC. L'intervenant espérait que le Sous-Comité examinerait favorablement la communication et a demandé que la Zambie présente le document au nom des PMA.

37. L'Ambassadeur de la Zambie s'exprimant au nom des PMA a dit que la communication provenait du fait que les éléments du programme d'action PMA-III liés au commerce ne constituaient pas des engagements contraignants pour les Membres de l'OMC et, partant, n'assuraient pas une prévisibilité suffisante dans leur mise en œuvre. Les PMA estimaient que le travail effectué actuellement au Sous-Comité, dans la perspective de la Conférence de Cancún, devrait consister à

identifier les moyens de faire en sorte que les engagements pris dans le cadre du programme d'action soient clairement traduits en règles de l'OMC. L'objectif final devrait être de faire des éléments du programme d'action liés au commerce une partie intégrante et permanente des règles et disciplines de l'OMC, en tant qu'obligations contractuelles contraignantes. Dans ce contexte, la communication proposait des moyens d'atteindre cet objectif et se lisait ainsi:

- "i) Dans son rapport annuel au CCD, le Sous-Comité, après avoir évalué l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs énoncés dans l'Engagement 5 du Programme d'action de Bruxelles, fera des recommandations au Conseil général concernant les questions particulières devant être abordées par les organes de négociation pertinents dans le cadre du Programme de travail de Doha. Le cas échéant, le CCD transmettra ces recommandations au Conseil général.
- ii) Compte tenu des recommandations du CCD, le Conseil général donnera des orientations supplémentaires aux organes de négociation dans le cadre du Programme de travail de Doha. La Conférence ministérielle de Cancún pourrait approuver la première décision.
- iii) Les questions identifiées par la Conférence ministérielle ou le Conseil général pour incorporation dans le Programme de travail de Doha seront considérées comme faisant partie d'un engagement unique au sens du paragraphe 47 de la Déclaration ministérielle de Doha."

38. L'intervenant a indiqué que c'était la manière la plus efficace de transformer l'Engagement 5 de PMA-III: "Renforcer le rôle du commerce dans le développement", en actions concrètes et tangibles en faveur des PMA. Quant à la méthode de travail sur cette question, il a proposé de suivre le schéma adopté dans la négociation de la Décision du Conseil général sur l'accession des PMA, c'est-à-dire par voie de consultations informelles conduites par les coordinateurs. L'objectif serait d'élaborer le texte qu'il serait convenu de soumettre aux Ministres à Cancún. L'intervenant espérait l'engagement positif de tous les Membres du Sous-Comité sur cette question.

39. Le représentant du Japon a remercié la Zambie pour sa proposition. Il a rappelé que dans l'approbation de l'Engagement 5 du programme d'action PMA-III, le libellé avait été choisi étant entendu qu'il ne préjugerait pas du résultat des négociations à l'OMC. La Conférence PMA-III n'était pas l'autorité compétente pour négocier le libellé des Accords de l'OMC.

40. La représentante des États-Unis a dit qu'elle souscrivait à l'opinion selon laquelle le rôle premier de l'OMC dans le programme d'action PMA-III consistait en l'examen de l'accès aux marchés et des accessions à l'OMC. Tous les Membres pouvaient partager ces engagements et objectifs. La Zambie avait à juste titre mentionné que la Déclaration des Nations Unies n'était pas une obligation contraignante. Il appartenait aux Membres de l'OMC de débattre du moyen le plus approprié pour examiner la Déclaration des Nations Unies et le programme définissant les travaux de l'OMC. La délégation américaine estimait que le cadre propice pour discuter des engagements contraignants en matière d'accès aux marchés était les négociations sur l'accès aux marchés des services, de l'agriculture et des produits autres qu'agricoles. Les avantages et les possibilités présentés par les États-Unis dans ses propositions d'accès aux marchés devraient être examinés. Les États-Unis appuyaient le mandat de Doha et reconnaissaient que l'intégration des Membres dans le système commercial multilatéral impliquerait des efforts de la part de tous les Membres. La Zambie avait présenté des idées lorsqu'elle avait fait rapport au Conseil général et à la Conférence ministérielle. L'intervenante, toutefois, estimait que le Sous-Comité devait être guidé par le mandat figurant au paragraphe 43 de la Déclaration de Doha. Il y avait encore beaucoup de travail à faire mais les États-Unis s'étaient engagés à atteindre les objectifs fixés à Doha.

41. Le représentant des Communautés européennes a remercié la Zambie pour sa présentation du document. Il a dit que si, dans le contexte des Nations Unies, les pays avaient pu souscrire aux principes, c'était avec l'intention de les mettre en œuvre pleinement. Sa délégation s'était engagée à mettre en œuvre ces principes comme le prouvait l'initiative "tout sauf les armes" en matière d'accès aux marchés. Les Communautés européennes contribuaient également au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de développement de Doha et au Cadre intégré. L'esprit dans lequel il fallait interpréter l'Engagement 5 était déterminant. Le fait de rendre ces engagements contraignants et les implications juridiques que cela entraînait était un sujet qui nécessitait une réflexion plus approfondie. Comme l'avaient suggéré les États-Unis, les parties de l'Engagement 5 pouvaient être discutées dans les différentes enceintes de négociation. L'exemple de l'accès aux marchés avait été mentionné, il existait également certaines dispositions concernant les services, les accords commerciaux régionaux, l'accession à l'OMC et l'établissement des normes qui pouvaient être examinées dans les organes pertinents de l'OMC. L'intervenant a indiqué qu'il ne s'agissait, ici, que d'observations préliminaires et que sa délégation souhaitait se réserver le droit de revenir sur ce point.

42. Le Président a dit que l'approbation du Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA reflétait ce que la proposition présentée par les PMA était supposée obtenir en termes concrets. Il était nécessaire d'examiner le lien entre les paragraphes 42 et 43 de la Déclaration de Doha et l'Engagement 5 de PMA-III auxquels se rapportait la proposition de la Zambie. Le Président resterait à la disposition des coordinateurs ou toute délégation intéressée pour poursuivre les consultations sur la proposition.

43. Il en a été ainsi convenu.

C. AUTRES QUESTIONS

44. Le Président a proposé que la 33<sup>ème</sup> session du Sous-Comité soit convoquée le 28 avril 2003.

45. Il en a été ainsi convenu.

46. En l'absence d'autres questions, la réunion a été déclarée close.

---